



NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Bulletin élaboré
par des travailleurs de
RENAULT
GRAND-COURONNE

l'étincelle

Pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : etincelle.rouen@orange.fr

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Lundi 30 janvier 2012

Tout pour le capital, rien pour le travail !

Pas encore candidat, Sarkozy ! Mais décidé à nous annoncer qu'il entend bien mener la guerre aux travailleurs s'il était réélu. Son programme est d'ailleurs taillé sur mesure pour le patronat. Mesure phare de son intervention télévisée, la baisse de ce que les patrons appellent de façon mensongère le « coût du travail », alors que c'est le travail, le nôtre, qui leur rapporte et les enrichit. Il s'agit d'exonérer les patrons d'une partie de leurs cotisations sociales, en fait d'une partie de notre salaire différé. Et attention, pas question de baisser les cotisations des salariés ! Donc nouveau cadeau au patronat et nouvelle ponction sur ce qui nous est dû. Pour financer cette réforme anti-ouvrière, la TVA passera de 19,6% à 21,2%. Prendre aux pauvres pour donner aux riches. Tout un programme ! Les représentants du patronat se frottent d'ailleurs les mains à l'idée de cette nouvelle exonération. Pour PSA, elle permettrait, prétendent-ils, de baisser de 400 euros le prix d'un modèle « made in France » de moyenne gamme et de maintenir les emplois. Cela n'empêche pas dans le même temps PSA de maintenir son annonce de suppressions d'emplois !

Ce ne sont pas les travailleurs mais le patronat qui coûte cher à la société !

Alors trop élevé le « coût du travail » ? Pourtant ce ne sont pas les travailleurs qui coûtent de l'argent. Au contraire, ce sont eux qui produisent toutes les richesses. Depuis la conception dans les bureaux jusqu'au bout de la chaîne de production en passant par l'administration et les transports, ce sont en réalité les travailleurs qui font fonctionner l'économie toute entière. Sans nous, point de profits pour les patrons. Le salaire qu'on nous reverse en fin de mois, comme le salaire différé des cotisations patronales, n'est en fait qu'une infime partie de toute la richesse que nous produisons collectivement. Alors, parlons clair : « baisser le coût du travail », c'est tout simplement aggraver l'exploitation et l'injustice sociale.

La rigueur version Hollande

De son côté, François Hollande est entré officiellement en campagne. Mais il a prévenu : s'il est élu, les deux premières années de son quinquennat seront « dures ». Les questions sociales ne seront abordées que dans un deuxième temps... seulement si la croissance le permet. Une façon détournée d'annoncer qu'il s'apprête, tout comme Sarkozy, à faire payer la crise aux travailleurs.

Le seul point sur lequel il a été clair lors de son intervention télévisée où il présentait son programme, c'est qu'il ne compte pas défaire tout ce que la droite a fait ! Pas question de revenir aux 37,5 annuités pour tous. Tout juste est-il question d'un départ à la retraite à 60 pour les travailleurs ayant commencé avant 18 ans. Pas question non plus de régulariser tous les sans-papiers, seulement au cas par cas. Les 60 000 postes à créer dans l'Education nationale ? Ils seront pris sur les effectifs déjà laminés des autres services publics. Interdire les licenciements ? N'y pensez même pas !

Ne rien attendre du prochain président, mais tout de la coordination de nos luttes

Face à l'offensive concertée du patronat et du gouvernement, les travailleurs n'ont pas à faire de choix entre leur vrai ennemi de droite et leur faux ami socialiste. D'ailleurs nombreux sont ceux qui n'attendent rien de ces élections et se battent déjà contre leurs licenciements : les ouvrières de Lejaby, les salariés de SeaFrance, les ouvriers de PSA et bien d'autres, sans oublier les enseignants et autres salariés de la fonction publique. La liste est longue.

Il n'y a pourtant aucune fatalité à ce que chacun se batte de façon isolée, le dos au mur, pour finalement être mis à la porte. Tous ces travailleurs ont les moyens, en unifiant leurs luttes, en s'adressant aux autres entreprises menacées de licenciements, de faire basculer dans le camp des grévistes les hésitants, les isolés, pour enfin, tous ensemble, faire reculer patronat et gouvernement et imposer l'interdiction des licenciements.

ÇA FAIT PLUS DE 30 ANS QUE ÇA DURE

Mardi dernier, tout le personnel était convié à venir assister à un show. Après un speech où le directeur a résumé les objectifs qu'il fallait atteindre, il a annoncé que le bail de l'usine continuait.

Oui ! Mais il y a des conditions. Il faut réduire les coûts. Le coût du m³ expédié doit baisser de 1/3 sur 3 ans, le gain de productivité doit être pour cette année de 9%, etc.

Franchement, si ça continue, dans quelques années, on nous demandera de participer financièrement pour que la grande maison Renault-Nissan soit encore à la hauteur dans ce monde de requins.

ILS NE NOUS DISENT PAS TOUT

Après tous les ETAM, c'est au tour des APR d'assister à des forums qui ont pour thème : le monokuzuri, la qualité-compétences-motivation, le Bât. C les flux, le Bât. B synergie.

Dans les deux forums pour APR, tous les discours c'est pour réduire les coûts MOD, rapprocher les flux etc., la liste est longue.

Mais la valeur ajoutée du passage à Grand-Couronne c'est à dire les profits, personne ne sait soi-disant les comptabiliser !

RENAULT : UNE GRANDE FAMILLE

Renault a battu un record des ventes en 2011. C'est le directeur commercial qui le dit : +3,6 % pour le groupe grâce à la marque Renault (+6,8 %), alors que Dacia (-1,8 %) et Samsung (-27 %) sont en baisse. Pour 2012, il prévoit même une croissance de 3 à 4 % des ventes du groupe.

Mais en interne la direction insiste surtout sur la baisse des commandes en France et en Europe afin de justifier la réduction des coûts et la modération salariale. L'esprit d'équipe version Carlos Ghosn.

PAS POUR LES GROUILLOTS

Selon la CGT, le montant de la PPG (prime de performance groupe) versée en 2011 à certains cadres du groupe Renault varierait de 14 à 20 % de leur forfait annuel, soit une prime de 15 à 22 000 € en moyenne pour un 3C. Pendant ce temps, 23 % des cadres avaient 0 ou 1,5 % d'augmentation (AI) et la moitié des ETAM n'avaient que les AGS (1,7 %).

On attend toujours le démenti et la publication des chiffres de la PPG par la direction.

MÉFIEZ-VOUS DES APPARENCES !

Un ancien cadre de la Direction des Achats du Technocentre parti dans le PRV figure parmi les militants de Greenpeace jugés actuellement pour s'être introduit dans la centrale nucléaire de Nogent-Sur-Seine en décembre 2011. Philippe témoigne dans la presse : « *je voulais être activiste depuis longtemps, mais mes enfants en bas âge et mon travail très prenant chez Renault m'en empêchaient* »... Marrant, non ?

LA DURE VIE DU RÉVISIONNISME

Le TGI de Paris a débouté les héritiers de Louis Renault qui contestent la nationalisation de Renault en 1945 et réclament une réparation financière. Selon eux, Louis Renault n'aurait pas collaboré avec les nazis, il aurait agi « *sous la contrainte* ». Un peu plus et ils vont en faire un résistant.

TOUT AUGMENTE SAUF LES SALAIRES

Selon l'INSEE, la hausse des prix aurait été de 2,1 % en 2011. Un indice jugé par certains sous évalué. La palme va à l'énergie : fiouls domestiques (+23,1%), carburants (+14,3 %), électricité (+6,5%), gaz de ville (+8,5%). Des associations de consommateurs évaluent elles à 4,4 % (Association des Familles Rurales) l'augmentation du prix du chariot standard (« panier de la ménagère ») en 2011 ou à 6,8 % (UFC-Que choisir).

A rappeler lors des prochaines NAO Renault.

PATRONS VOYOUS

Le groupe de raffinage suisse Petroplus a annoncé la fermeture de son site de 550 salariés, près de Rouen. Mais peu avant de se déclarer en faillite, Petroplus-France a pris soin de vider son compte de 122 millions d'euros et 59 millions de dollars. De nombreuses entreprises menacent de fermer ou licencient du personnel. Il faut exiger la levée du secret bancaire et le contrôle par les travailleurs des comptes des entreprises ainsi que ceux de leurs dirigeants et actionnaires.